

NOUVELLES TACTIQUES EN DROITS DE L'HOMME

Une ressource pour les acteurs

Un livre écrit par
Le Projet de Nouvelles Tactiques en Droits de l'Homme

Un projet du
Centre des Victimes de la Torture

BLOCK I

TABLE DES MATIERES

Introduction par Justice Richard J. Goldstone

Remerciements

La nécessité de nouvelles tactiques par Douglas A. Johnson

Le livre en tant que ressource

Les termes clés

Concernant le Projet de Nouvelles Tactiques

Les tactiques de prévention

La protection physique

Le partage des informations clés

Éliminer les opportunités d'abus

Les tactiques d'intervention

La résistance

La perturbation

La persuasion

La motivation

Les tactiques de restauration

Se souvenir des abus

Renforcer les individus et les communautés

Demander réparation

Bâtir les cultures et institutions des droits de l'homme

Bâtir des circonscriptions

La collaboration

Le renforcement des capacités

Bâtir la conscience

Les ressources

Développer les tactiques et stratégies créatives

Adapter les tactiques

Partager votre tactique : une présentation d'un échantillon de tactique

Auto entretien : entretenir votre ressource la plus précieuse

Ressources supplémentaires

Index des tactiques

Partagez une tactique

dignité et en sécurité.

Les traités, conventions, accords internationaux signés les dix dernières années sont la marque d'un pas positif, mais à eux seuls, cela ne suffit pas. Les individus et les communautés ont besoin de comprendre les droits codifiés dans ces accords – les droits par exemple à l'égalité devant la loi, la liberté d'aller et de venir, ou la libération de la torture- et comment les revendiquer.

D'autres tactiques dans ce manuel mixte sur les abus qui sont imminents ou en cours, ou sur le versement des dommages et intérêts des abus commis dans le passé. Les tactiques de ce paragraphe sont pour la plupart des approches à long terme qui renforcent la culture et le respect des droits de l'homme. Ils accomplissent ceci en enrôlant de nouvelles personnes et de nouveaux groupes impliqués dans le travail pour les droits de l'homme, ce qui n'augmente pas seulement ce dont nous sommes capable, mais ajoute de la légitimité au mouvement. Cela se fait en mettant ensemble les bons groupes et les bonnes personnes qui comme des alliés peuvent réaliser plus de travail que la somme de leur travail en tant qu'individus. Ensuite, ils le font en donnant aux gens les compétences dont ils ont besoin pour effectuer leur tâche. Et enfin en développant une grande conscience de l'existence de ces droits et leurs violations, et en convaincant les gens à reconnaître et à les qualifier d'inacceptable dans un monde civilisé.

Certaines de ces tactiques posent un problème particulier ou mettent l'accent sur un droit particulier, mais plusieurs ont un objectif plus large : créer une base de travail des institutions, des alliances, de la conscience et des attitudes qui rendent possible la protection de tous les droits de l'homme.

Les tactiques dans ce chapitre sont subdivisées en quatre groupes :

- Les tactiques de création des circonscriptions nécessitent de nombreux groupes de défense des droits de l'homme.
- Les tactiques de collaboration sont utilisées pour développer de nouveaux partenariats efficaces pour le changement.
- Les tactiques de renforcement des capacités créent des institutions et des systèmes de formation dans le but de promouvoir les droits de l'homme.
- Les tactiques de conscientisation et d'entente instruisent sur les droits de l'homme.

face aux abus de travail, et sur qui en est responsable.

Le musée a transformé la maison des Levine en un centre où les acteurs de l'industrie d'habillement peuvent s'échanger des idées en vue de la recherche des solutions pour ces problèmes. Pour sa première réunion en 2002, ce musée a invité un melting pot inhabituel de participants comprenant les représentants du Human Right Watch, de UNITEI (l'union des employés du textile), de Levi's et Eileen Fisher (les marques de l'habillement), de the King's County Manufacturers Association, et autres. Regroupés en cercle fermé, ces dirigeants des secteurs opposés de l'industrie de vêtement écoutent l'histoire relatant la façon dont cette famille d'immigrés dormait, mangeait, prenait soin de la famille et confectionnait des centaines de vêtements dans un espace de 325 mètres.

Conjointement avec cette réunion, le groupe a tenu un sommet d'une journée entière portant sur les nouvelles perspectives qui se présenteront en considérant le passé de l'industrie du vêtement et les nouvelles idées qu'il suscite pour la prévention dans le futur des conditions des ateliers de pression. Depuis la première réunion en 2002, le musée a abrité des dialogues similaires avec des douzaines de groupes de l'industrie du vêtement. Pour en savoir plus, lisez le carnet de tactiques disponible sur www.newtactics.org, sous tools of action.

Il est important d'avoir un puissant facilitateur et de construire prudemment le dialogue afin que les gens passent des réactions personnelles aux problèmes civiques plus larges, qu'ils apprécient et écoutent les points de vue opposés, et qu'ils aient l'opportunité d'échanger des idées aussi bien au sein des petits groupes que dans les grands forums.

Ce sont des personnes qui ont refusé de se réunir dans d'autres cadres, mais ont accepté de se rencontrer et de discuter au musée. Nous devons insister que notre interprétation du passé sera à partir des perspectives diverses, suscitant des questions à débattre au lieu de raconter une seule histoire.

En général, les participants nous ont confié qu'ils se sentaient plus à l'aise dans un musée historique plutôt que dans d'autres lieux. « L'environnement ici met tout le monde en confiance, on se sent ouvert à la discussion, elle pourvoit une grande occasion de considérer ensemble tous ces problèmes », a déclaré un participant.

Les défenseurs des droits de l'homme sont répartis en plusieurs groupes. Soit ils travaillent pour réduire la famine, pour protéger l'environnement, ou pour assainir le milieu politique ; soit leur objectif est fixé sur les enfants, et les femmes ou les minorités. Le lien commun est qu'ils travaillent tous pour construire un monde dans lequel tous les hommes vivent en

INTRODUCTION

Une nouvelle ère des droits de l'homme a vu le jour dans le monde au cours des deux dernières décennies. Celui-ci préoccupe de plus en plus l'opinion publique internationale ainsi que le droit international. Sur le plan du droit international, de nouveaux mécanismes ont transformé notre façon de réfléchir sur la justice et sur son obtention. Au même moment, la pensée créative et l'esprit d'initiative des individus et des organismes ont changé notre manière de réfléchir sur ce qui est possible en matière des droits de l'homme – et par conséquent sur ce que nous pouvons faire.

A tous les niveaux du monde, jusque dans de petits villages, les gouvernements nationaux ainsi *qu'aux niveaux élevés de la justice internationale*, les gens créent et utilisent des tactiques innovatrices pour rendre leur travail plus efficace. Le Projet de Nouvelles Tactiques en Droits de l'Homme récupère ces techniques innovatrices et les partagent avec ceux qui essayent de faire avancer les droits de l'homme. Je vous invite à vous joindre à moi pour célébrer ce projet et pour faire usage de la ressource précieuse que vous tenez actuellement entre les mains.

En réfléchissant sur mon domaine de travail, j'ai découvert que de nouvelles opportunités pour obtenir la justice sont ouvertes aux victimes des plus graves abus des droits de l'homme. L'institution des tribunaux criminels internationaux pour la Yougoslavie et le Rwanda qui furent les premiers tribunaux des crimes de guerre à être créés avec le soutien total de l'opinion internationale, a ouvert de nouvelles voies pour la justice. Les équipes internationales qui travaillent pour le compte de ces tribunaux et qui viennent de plusieurs pays, traitent différemment qu'auparavant – ils votent de nouvelles lois, créent des précédents, prononcent des inculpations qui ne ressemblent pas aux inculpations prononcées dans d'autres pays. Une nouvelle tactique a été mise en place, plus puissante, à savoir, la cour internationale de justice qui pourrait désormais permettre à toute victime de crimes, d'obtenir justice partout où elle se trouve.

Nous avons utilisé une autre stratégie dans le cadre de la cour internationale de justice pour l'ex Yougoslavie : le viol est maintenant considéré comme un crime de guerre qui peut être poursuivi indépendamment, plutôt qu'un délit secondaire qui faisait partie d'autres délits. Lorsque la cour a inculpé huit officiers militaires Bosniaques et Serbes pour le viol systématique des femmes musulmanes, la manière universelle de penser aux crimes liés au genre et aux droits de l'homme a changé. Depuis lors, cette tactique a permis d'obtenir justice dans plusieurs autres cas.

Il y a dix ans, les experts judiciaires se seraient moqués d'une perspective d'inculper et d'extrader un puissant dictateur comme Augusto Pinochet. Ceci ne constituait pas une politique ouverte. A ce niveau, les auteurs de crimes barbares, se promenaient dans le monde en toute impunité. L'arrestation et l'extradition de Pinochet a changé notre manière de penser sur ce qui est possible en justice internationale. Ceci a constitué une tactique supplémentaire pour l'arsenal des droits de l'homme et on est sûr d'utiliser régulièrement dans l'avenir.

Je loue les efforts déployés par les défenseurs des droits de l'homme dans l'utilisation des tribunaux internationaux et autres forums pour attirer l'attention sur les crimes contre l'humanité partout où ils sont commis et pour réclamer à haute voix que justice soit faite. Ceci ne présente que quelques unes des nombreuses tactiques innovatrices qui sont utilisées à travers le monde pour promouvoir et protéger la dignité fondamentale de l'homme dans les sphères et contextes aussi divers que l'expérience elle-même.

Je suis fier de faire partie du Projet de nouvelles tactiques en Droits de l'Homme. Bien que ce document n'ait pas la prétention d'être un catalogue exhaustif, il constitue un recueil de cette nouvelle pensée innovatrice que nous espérons, vous sera précieux dans votre travail.

REMERCIEMENTS

La rédaction de ce livre a été possible grâce à l'assistance, aux conseils et à l'appui de nombreux individus et organismes à travers le monde. Nous sommes reconnaissants envers les personnes et organismes mentionnés dans ce livre pour leurs initiatives et leur précieux temps qu'ils nous ont accordé en répondant à nos questions et en nous fournissant des informations concernant leur travail. Nous tenons à remercier ceux qui nous ont recommandé d'autres organismes pour nos interviews.

Kate Kelsch, Maître d'Oeuvre du Projet de Nouvelles Tactiques en Droits de l'Homme a

Greenpeace a créé un nouveau groupe intéressé qui travaillera contre ce problème. La clé de ce succès – la conscientisation et la nouvelle loi – était une portée puissante et une couverture médiatique pour faire ressortir l'effort de la cartographie et la pression du groupe pour un changement spécifique de stratégies.

La cartographie du SIG est utilisée pour illustrer et combattre les autres problèmes des droits de l'homme tel que le trafic de sexe. Elle pourrait également servir à montrer les incidents de torture dans les quartiers de la police, à illustrer la pauvreté étendue en décrivant les revenus moyens d'un ménage de la région, ou dépeindre l'accès (ou le manque d'accès) aux services vitaux en montrant les sites des puits, des hôpitaux ou d'écoles pour illustrer l'accès. Quand nous pouvons voir l'étendu d'un problème, nous sommes plus équipés pour y faire face.

'Une image vaut mieux que mille mots'. Comment pouvez-vous utiliser les images pour promouvoir votre cause ?

Comprendre comment nous en sommes arrivés là et où nous allons : se servir de la puissance émotionnelle d'un site historique et des histoires personnelles pour éveiller les consciences sur les questions actuelles des droits de l'homme.

Les histoires peuvent aider à ramener à la vie des problèmes des droits de l'homme apparemment secs et distants. Le Musée Ancien de New York City utilise les histoires du passé pour susciter une discussion et la prise de conscience des problèmes actuels des droits du travail.

Recréant un appartement de 1897 et un atelier de couture, le musée de logement locatif situé au côté Est a rassemblé les représentants des secteurs en conflit de l'industrie du vêtement pour discuter de ce qui doit être fait – et par qui – pour faire face aujourd'hui au problème d'ateliers qui exploitent le personnel.

Le musée de logement locatif restaure les appartements du 97 Orchard Street, où plus de 7000 immigrés de 20 nations différentes ont vécu entre 1863 et 1935, et ce musée raconte les histoires de leurs luttes en Amérique. En 1897, Harris et Jennie Levine, des immigrés de Plonsk (maintenant en Pologne) géraient un atelier de couture dans leur appartement, représentant le lieu même où l'expression 'atelier d'exploitation du personnel' a été inventer pour décrire. Aux Etats-Unis aujourd'hui, il existe plus de 400 ateliers de couture qui emploient environ 1500 ouvriers immigrés. Le Ministère du travail de ce pays classe environ les trois-quarts de ces ateliers dans 'les ateliers de pression', mais le débat fait rage encore sur la définition réelle d'un atelier de pression, et sur ce qui doit être fait pour faire

publique et faire pression pour un changement de stratégie.

Les représentations visuelles du problème que vous soulevez peuvent être un atout très puissant, ce peu importe le type de public que vous cherchez à atteindre. Greenpeace du Liban utilise efficacement la cartographie pour illustrer les risques de l'environnement tout au long de la cote de Du Liban.

L'Office de Greenpeace du Liban a illustré les violations de l'environnement tout au long de la cote du pays dans le but de sensibiliser la population sur le problème des déchets industriels toxiques, et de faire pression sur le gouvernement pour que ce dernier trouve des stratégies pour faire face à ce problème.

Le group a suscité un grand intérêt du public pour la condition environnementale du littoral de du Liban en voyageant chaque semaine sur un bateau pneumatique pour une nouvelle localité, oeuvrant plus dans les régions du littoral les plus peuplées et les plus utilisées. Il a mis en exergue les problèmes les plus flagrants de l'environnement dans chaque site en utilisant le logiciel du Système d'Information Géographique (SIG) pour produire une carte des résultats des analyses. Le public a suivi l'évolution du bateau de Greenpeace à la télé, dans les journaux, sur le site web du groupe ou aussi devant la plage où des cartes ont été collées pendant l'analyse. L'évolution par semaine du bateau a suscité un grand intérêt et même du suspense : les gens se demandaient : qu'est ce qu'ils vont trouver au prochain site ? A la fin de la campagne, la carte en elle-même était une illustration graphique des sites toxiques et de l'étendu des problèmes de l'environnement tout au long de la cote.

Greenpeace s'est servi de plusieurs autres tactiques en plus du projet de cartographie. Les membres ont fait pression sur les politiciens, les agences du gouvernement, sur les habitants et les hommes d'affaires le long de la cote. Un membre du personnel avait pour tâche d'informer les médias et de susciter leur intérêt, tout en s'assurant que la couverture était programmée pour maintenir l'intérêt du public. Le groupe a également attiré l'attention à travers les spots radio, des fiches de renseignement, de grands posters mobiles, et un spot télé animé qui illustre les effets à long terme des polluants.

La prise de conscience du public suscitée par la campagne a permis de faire passer la loi 444, un code environnemental qui inclut le droit à l'information.

Greenpeace du Liban a transformé une information vide et technique en une image fascinante- permettant au public de mieux comprendre les faits tout en attirant et en maintenant son intérêt sur son œuvre, et en poussant le public à agir pour remédier à ce problème. Le problème de violations de l'environnement a été largement voilé de telle sorte que les personnes affectées n'étaient même pas au courant de l'abus. En le révélant,

rédigé et coordonné les premières éditions de ce livre, elle a dirigé la rédaction de la présente édition et nous a inculqué son dévouement avide pour la qualité et la précision. Tricla Cornell a rédigé et édité certaines parties du livre. Nicole Palasz a écrit les résumés tactiques, a coordonné les recherches sur les tactiques et s'est occupée de leur sélection et organisation. Nancy Pearson a développé les ressources de formation. Rachel Tschida nous a fourni l'orientation et l'expertise. Susan Everson a édité le document. Pam Arnold, Matthew Rezac et le personnel du Minneapolis College of Art and Design Works ont patiemment et habilement assuré la programmation et ont dirigé avec enthousiasme la rédaction de ce livre, du document préliminaire jusqu'au produit final. Douglas A. Johnson a conçu la vision et le cadre original du Projet de Nouvelles Tactiques sans lesquels ce livre n'aurait pas vu le jour.

Plusieurs donateurs généreux ont apporté l'assistance financière pour la conception de la vision et du contenu du livre, parmi lesquels la John D. et Catherine T. MacArthur Foundation, la Paul & Phyllis Fireman Charitable Foundation, le Sigrid Rausing Trust (jadis connu sous l'appellation de Ruben and Elisabeth Rausing Trust), le United States Institute for Peace et d'autres donateurs qui ont souhaité l'anonymat. Certains donateurs ont posé les bases solides pour ce livre à travers l'appui qu'ils ont apporté à l'implication du CVT dans d'autres éléments du Projet de Nouvelles Tactiques, à savoir, le Centre International sur les conflits non violents, le National Philanthropic Trust, l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, le Rockefeller Foundation et le Foundation's Bellagio Conference Centre en Italie, ainsi que le United States Department of State. Les partenaires du CVT dans le projet ont également reçu une assistance financière de quelques organismes.

Nous tenons à remercier également le Comité Consultatif du Projet de Nouvelles Tactiques, les membres du Groupe de Travail (une liste complète des membres du groupe se trouve à la page 24), ainsi que d'autres supporters qui ont relu et fait des commentaires sur ce livre. Leurs expériences des réalités de la lutte pour faire avancer les droits de l'homme et leurs connaissances de ce qui serait utile à des collègues à travers le monde ont guidé le développement de ce livre et continuent à guider le Projet de Nouvelles Tactiques.

Justice Richard A. Goldstone, Murat Belge, Morten Kjaerum, Sofia Macher, Kallash Satyarthi ont tous contribué à enrichir ce livre.

D'autres personnes ont aussi contribué par leurs connaissances éditoriales et analytiques dans la révision des chapitres, parmi lesquelles Susan Atwood, Tanya Cromey, Phil Deering, Basil Fernando, Barbara Freyn Deanna Gallagher, Paul Haupt, Carine Kaneza, Salma Khan, Mark Ritchle, Liz Sevchenko et Bruce van Voorhis, ensemble avec ses

collègues de la Commission asiatique de Droits de l'Homme. Paul Dalton, Clarence Dias, Liam Mahony, Paul Milne, Suzanne Miric, Boris Pustintsev, Sir Nigel Rodley, Edson Spencer et Rajesh Tandon nous ont aidé à développer la pensée qui sous-tend le présent format.

Cette édition a été bâtie sur la base solide des deux précédentes éditions. Parmi les plus de 50 volontaires qui ont aidé dans les recherches, la rédaction, la révision et la relecture de ces volumes, nous aimerions exprimer notre gratitude à Aron Cramer, Bennett Freeman, Barbara Frey, Edward Halpin, Elleen Kaufman, Morten Kjaerum, John Salzberg, Robert Shoemake, et David Welssbrodt. Phil Deering a édité la deuxième édition et Deanna Gallagher, Kenji Sato, Kathryn Weber et Wendy Weber ont rédigé les chapitres.

Tout en exprimant notre reconnaissance à toutes ces personnes et à plusieurs autres pour leur talent, leur temps, leur vision et leur générosité, nous endossons la responsabilité des omissions et erreurs contenues dans ce livre. En outre, les opinions, résultats et conclusions ou recommandations exprimés dans ce livre sont ceux du Projet de Nouvelles Tactiques et ne reflètent pas nécessairement les vues de nos sponsors.

En 1997, un sondage effectué par CNEDH révèle que plus de 90 pour cent des américains n'avaient pas conscience de l'existence de la Déclaration Universelle des droits de l'homme. Pour faire face à ce manque de compréhension des droits de l'homme aux Etats-Unis, le CNEDH a créé un curriculum d'éducation des droits de l'homme pour les organisations populaires de la justice sociale.

Le CNEDH tient également des conférences, des réunions et des manifestations communautaires, il a également distribué environ un demi million de copies de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Pendant ses sessions de formation, le CNEDH met plus d'accent sur la nature universelle des droits de l'homme, en démontrant que tout le monde peut être un auteur ou une victime d'abus. Le CNEDH enseigne également les moyens de protection des droits de l'homme, précisément à travers une éducation sur les aspects juridiques et techniques des droits de l'homme. Ensuite, les apprenants travaillent avec les participants en vue de développer des plans d'action qui devront être appliqués dans leurs communautés respectives.

Les participants de ces sessions de formation rentrent dans leurs organisations forts d'idées et d'atouts reçus au cours des ateliers, ce qui augmente considérablement la portée de l'œuvre du CNEDH. Depuis sa création le CNEDH a formé plus de 16000 défenseurs de la justice sociale en droits de l'homme. Une partie des groupes formés par le CNEDH ont utilisé un cadre des droits de l'homme pour opérer des changements positifs dans leurs communautés. Par exemple, la Coalition des Citoyens de Georgie pour la faim s'est servie des arguments des droits de l'homme pour convaincre le corps législatif de l'Etat de passer l'augmentation du premier salaire de base après plus de 30 ans.

Le NCHRE a réagi à l'attitude envahissante du gouvernement et de la société qui pensent que les principes des droits de l'homme sont inutiles aux Etats-Unis, et que les problèmes des droits de l'homme n'existent pas là bas. Le NCHRE a trouvé une nouvelle tactique pour les groupes qui font déjà face aux problèmes tels que la famine, la pauvreté et le manque de logement. Lorsque ces groupes changeront de façon de travailler, ils pourraient se faire de nouveaux alliés et pourraient être à mesure d'impliquer de nouvelles personnes dans leur cause.

Il existe des problèmes permanents (aux Etats-Unis) tels que le manque de soins médicaux, de la réforme du bien-être, le racisme. Dans ces régions la constitution n'offre pas beaucoup de protection aux citoyens. Notre seule option est de nous tourner vers le cadre mondial des droits de l'homme qui accorde vraiment de l'intérêt à ces problèmes, et change la nature du discours et des politiques dans ce pays.

Convaincre grâce à la cartographie : se servir de la cartographie pour sensibiliser le

CIHRS utilise le film, l'art et la littérature pour aider les gens à travers la région à réclamer leur appartenance aux principes des droits de l'homme, réfutant ainsi les prétentions selon lesquelles les droits de l'homme sont un concept étranger et permettant de construire une base de soutien élargi pour un mouvement des droits de l'homme.

Cette approche à long terme n'est pas susceptible de causer des changements rapides dans une communauté, et elle peut facilement en appeler aux gens qui sont déjà dans l'art. Mais si des exemples fortement ancrés dans la culture sont choisis -ceux auxquels la plupart des populations se sentent directement connectés-, tels que les épopées nationales et les contes d'enfants,- elle pourrait atteindre une plus grande partie de la population.

Les traditions culturelles locales, les mythes et les textes peuvent également être utilisés comme instruments de l'éducation, en tant que des exemples très facilement compréhensibles des principes des droits. Le Sisterhood's Global Institute (SIGI), actuellement basé au Canada utilise un model informel d'éducation qui aide les femmes musulmanes à plus facilement identifier les concepts des droits de l'homme universel dans des termes culturels locaux. SIGI a mis sur pied une série de manuels qui peuvent être utilisés partout où les femmes sont rassemblées, tant en public qu'en privé. Les manuels encouragent les discussions sur le concept des droits de l'homme en termes qui sont pertinents dans la vie quotidienne de la femme.

Chaque culture célèbre les valeurs de la justice, de la dignité, de la liberté, de l'égalité. L'art et la littérature aident à créer une culture des droits de l'homme. Nous touchons au coeur des individus, et pas seulement à leur esprit pour les rendre conscients des droits de l'homme.

Une nouvelle façon de comprendre la justice sociale : Amener les organisations à cadrer leur œuvre de justice sociale dans le contexte des droits de l'homme, en fournissant des défenseurs avec de nouvelles séries d'atouts, et en intégrant les nouvelles alliances.

Etant donné que plusieurs personnes dans les pays développés considèrent le terme 'droits de l'homme' seulement en relation avec le monde développé, les concepts et les idéaux des droits de l'homme peuvent sembler tellement lointains et étrangers. Cette attitude peut susciter un manque d'assurance, ce contre quoi un groupe aux Etats-Unis est en train de combattre.

Le Centre National pour l'Education des Droits de l'Homme (CNEDH) amène les organisations aux Etats-Unis à jumeler les problèmes de justice sociale aux problèmes des droits de l'homme. Bien que plusieurs organisations aux Etats-Unis travaillent sur les problèmes sociaux, peu parlent de leur travail en terme de droits de l'homme.

DE LA COLLABORATION

De nouvelles alliances – particulièrement avec les partenaires inattendus - peuvent renforcer les efforts des défenseurs des droits de l'homme de manières inopinées. Rallier un ancien détracteur à sa cause n'est pas seulement gagné un allié, mais aussi perdre un adversaire. Ouvrez les voies de communication qui ont été fermées et vous réduisez les risques de conflit et d'abus. Etablissez des rapports avec les groupes étrangers à votre secteur d'activités et vous accordez de la crédibilité à votre cause et attirez de nouvelles audiences. Allez au delà des frontières internationales et vous créez une alliance plus forte, plus souple ayant une forte influence politique.

Une collaboration stratégique peut rendre les défenseurs plus préparés, plus puissants et plus représentatifs des communautés dont ils ont la charge. Elle peut leur apporter de la légitimité au sein du courant dominant, des média et du gouvernement. Lorsque les défenseurs des droits de l'homme ont un puissant déploiement d'alliés et ne travaillent plus en association, leur travail devient plus difficile à gérer.

De la collaboration

Construire un front uni : Former une coalition des organisations des droits de l'homme d'un pays dans le but de lutter tous contre les abus.

Lorsque les groupes de défense des droits de l'homme collaborent parfois ils s'impliquent un peu plus que les groupes individuels dans l'amélioration de la situation des droits de l'homme dans un pays. Le Coordinateur national pour les Droits de l'homme au Pérou démontre que cela est possible même sur une très grande échelle.

La Coordination Nationale pour les Droits de l'homme (Coordinadora Nacional de Derechos Humanos) est une coalition de 63 des principaux groupes de défense des droits de l'homme du Pérou. L'association, fondée en 1985, a survécu grâce à sa capacité à unir des organisations membres et à s'adapter à un environnement politique en perpétuelle mutation. Composée de membres à la fois urbains et ruraux, l'association a renforcé la légitimité du groupe tant sur le plan national qu'international, tandis que l'engagement constructif des pouvoirs publics a contribué à son influence en tant que acteur politique.

Suite au régime militaire du général Francisco Morales Bermúdez et au lancement du Sendero Luminoso (le Sentier Brillant) la révolution armée, les groupes de défense des droits de l'homme ont été submergés par les atrocités croissantes. Entre 1983 et 1984, presque 6.000 péruviens ont perdu leurs vies à la suite de violences politiques. Il était indispensable de créer un espace propice à la collaboration des groupes qui soit

religieusement et politiquement indépendant.

Le succès et la force de la coalition sont le résultat d'un certain nombre de facteurs, à savoir:

1 Des principes clairs de fonctionnement interne : lors de sa première réunion, la coalition s'est engagée à rejeter tous types de violences, à rester indépendant des partis politiques et du gouvernement, à être dévouée à une société démocratique, et à s'opposer à la peine de mort. Les organisations qui ne respectent pas ces principes ne sont pas autorisées à faire partie de la coalition.

2 Prise de décision par consensus : le processus de prise de décision crée un climat d'entente et de solidarité. Tous les groupes doivent être en accord. Bien qu'ils soient de taille différente et viennent de régions différentes du pays, tous les groupes de la coalition sont égaux en ce qui concerne la prise de décision et la formation du conseil national, élu par les membres en Assemblée Générale.

3 Représenter le collectif : le processus interne de sélection et d'approbation d'un représentant de l'organisation confère une légitimité interne et externe tant à la personne qu'à l'organisation. Par exemple, lorsqu'une personne est désignée par les organisations membres pour prendre part à une réunion internationale, cette personne n'y va pas en tant que représentant d'une organisation spécifique, mais comme représentant de la Coordinadora.

4 Accord sur les priorités qui devront être réalisées ensemble : tous les deux ans, les organisations membres se réunissent en Assemblée nationale et déterminent des thèmes prioritaires qu'ils vont soumettre en tant que coalition. Le développement de ces thèmes sera donc effectué de façon collective et nationale par le Secrétaire Exécutif, organe permanent chargé de l'application des décisions du Bureau national et de l'Assemblée Générale. Le secrétaire Exécutif est élu pour un mandat de deux ans et exerce les fonctions de porte-parole officiel de la coalition, en organisant et en facilitant les réunions et en mobilisant les membres. Le Coordinadora ne s'occupe que des activités qui sont distinctes de celles mises en œuvre par les organisations individuelles de la coalition et liées aux domaines prioritaires.

En coordonnant ses efforts, le Coordinadora mobilise de manière effective et efficace des personnes à l'échelle nationale, lui permettant ainsi d'avoir plus d'impact que les organisations individuelles et les coalitions temporaires. Par exemple, lorsque l'ex Président péruvien Alberto Fujimori a menacé de retirer sa participation au Système judiciaire Interaméricain, en une semaine, la Coordinadora a mobilisé plusieurs personnes à travers la nation. Toutes ses organisations membres ont signé une déclaration et ont mené des actions contre la proposition du président, et plus de 400 organisations supplémentaires ont également décidé d'agir. Chaque organisation a dès lors entrepris d'encourager et d'inciter les gens dans leur communauté à se prononcer contre cette

Quelles sont les traditions culturelles dans ta communauté qui créent des barrières contre une discussion ouverte sur les questions des droits de l'homme ?

Quelles traditions culturelles peuvent être impliquées pour briser les barrières et le silence ?

Récupérer la tradition : se servir des arts pour connecter les droits de l'homme à la culture et tradition locales.

Les droits de l'homme peuvent être perçus comme quelque chose qui a été imposé de l'extérieur ou d'ailleurs. Une institution régionale des droits de l'homme qui œuvre dans le monde Arabe renforce les droits de l'homme en démontrant qu'ils font déjà partie des cultures de la région.

En Egypte, l'Institut d'Etudes des Droits de l'Homme au Caire utilise les arts et la littérature pour démontrer que les droits de l'homme sont, et ont longtemps été célébrés dans les cultures arabes. En dépit du fait que plusieurs Etats arabes ont supporté la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH), de façon générale, plusieurs ont toujours considéré la DUDH et la protection des droits de l'homme comme un concept de l'ouest. CIHRS utilise une variété d'approches pour illustrer les racines des droits de l'homme dans les sociétés islamiques arabes – dans leur folklore, littérature et film. Les artistes sont par exemple invités aux projections cinématographiques mensuelles au cours desquelles les intervenants commentent le film dans le contexte des droits de l'homme. Le directeur du film ou les critiques est toujours présent lors des projections. Ce Club de Cinéma pour les droits de l'homme est l'une des premières expériences de cette envergure dans le monde arabe.

En plus, CIHRS publie une série de livrets intitulés les droits de l'homme dans l'art et la littérature, qui mettent en exergue le rôle de l'art et de la littérature dans la diffusion des concepts des droits humains ; ils ont déjà publié dix livrets. Les artistes sont toujours encouragés à présenter, de façon engagée, leurs expériences personnelles relatives aux valeurs positives des droits de l'homme.

A travers le Club Cinéma et les livrets, la CIHRS a construit un réseau d'artistes désireux de promouvoir les droits de l'homme, les encourageant à créer des projets qui font la promotion des droits de l'homme dans la société contemporaine. Parfois, la CIHRS choisit un thème ou problème spécifique, en cherchant comment les approches artistiques peuvent intervenir, ensuite, aller vers les membres du réseau qui peuvent présenter avec succès ce thème à travers une variété de media artistique.

A travers toutes ces approches, la CIHRS a contribué au grand réveil des consciences de l'intérêt culturel des droits de l'homme en Egypte et dans le monde arabe.

Au Sénégal, un groupe diffuse les informations sur les droits légaux à un secteur de la société qui n'est pas isolé par la géographie, mais plutôt par les normes culturelles.

Le Réseau Africain pour le Développement Intégré, ou RADI, éduque les femmes sur la violence conjugale et les ressources de protection légales disponibles pour elles, ceci à travers les sketches et les discussions dirigées informelles et para juridiques. A travers le théâtre, RADI veut briser le silence autour de la violence conjugale au Sénégal.

Au Sénégal, la violence conjugale, spécialement de nature sexuelle, est un sujet tabou qui est rarement dénoncée aux autorités. Dans un pays où quatre vingt dix-neuf pour cent de la population est musulmane, et où plusieurs croient que la loi religieuse autorise certaines formes de violence conjugale, RADI devait trouver un moyen efficace pour conscientiser en se basant sur la loi nouvellement promulguée. Etant donné que la grande partie de la population est illettrée, et que le théâtre a connue une résurgence remarquable, RADI a choisi le théâtre comme moyen pour renforcer sa capacité à atteindre son audience, éveiller les consciences sur les problèmes de violence conjugale et informer les gens sur les ressources disponibles.

RADI fait intervenir des acteurs connus qui invitent certaines femmes du public à les rejoindre pour 10 min de sketches improvisés qui mettent en exergue les scènes de violence conjugale. Les actions spontanées de ces femmes et du public révèlent leur familiarité avec ces genres de situation. Les sketches sont inachevés pour permettre aux para-juridiques de faciliter les discussions sur les réparations possibles et les options qui peuvent être prises pour gérer une situation de violence conjugale. Le technicien en droit prend également soin de présenter les ressources légales disponibles, et les peines civiles et pénales contre la violence.

Dans sa tactique, RADI utilise deux ressources culturelles importantes. La première est le théâtre qui est déjà une méthode d'enseignement très étendue et acceptée au Sénégal. Deuxièmement, les programmes sont organisés vers *mbottayes*, rassemblements traditionnels et informels des femmes qui assurent généralement une très grande participation des femmes aux discussions de groupes. RADI a fait un rapport stipulant que la majorité des participants au théâtre et aux sessions de discussion n'ont pas seulement beaucoup appris sur leurs droits, mais ils ont également passé l'information aux autres membres de la famille et aux amis.

Plusieurs groupes se sont servis du théâtre et des performances pour promouvoir les droits de l'homme, mais RADI a combiné de façon unique le droit et le théâtre. L'une des raisons pour lesquelles RADI a réussi à atteindre son public est qu'il s'est servi des structures sociales existantes du *mbottayes*. L'aspect théâtrale donne plus envie de participer- c'est divertissant –et il offre aux participants une couche de protection qui facilite la conversation sans leurs demander d'étaler leurs vies personnelles.

situation. Ceci n'a été possible que grâce à la position, la crédibilité et la structure de la Coordinadora. La Coordinadora a été créée dans une atmosphère de violence et d'extrêmes abus de droits de l'homme, démontrant ainsi qu'il est possible de mettre en œuvre cette tactique de construction d'une coalition dans les situations hostiles. Pourtant le véritable succès de cette coalition est fondé sur beaucoup plus qu'un besoin de se réunir pendant un moment difficile. Des objectifs clairs, un cadre et des principes de collaboration solides et une position claire contre la violence sont à l'origine de la légitimité considérable de l'organisation. Ces principes ont également gagné le soutien de la communauté internationale et ont permis d'assurer le succès à long terme de la coalition. Dialogue public avec les forces de police : Créer un forum public à long terme dans lequel la police et les citoyens ordinaires peuvent collaborer afin de résoudre les violations des droits de l'homme et d'autres maux qui minent les relations existant entre la police et la communauté.

Le point sensible dans bon nombre de sociétés est la relation qui existe entre les forces de police et les civils. L'absence de communication peut entraîner des abus ou compromettre la sécurité publique. Au Nigeria un groupe a trouvé un moyen novateur pour surmonter cet obstacle.

La Fondation CLEEN, officiellement connue sous l'appellation : Centre pour l'Éducation sur l'Application de la loi au Nigeria, organise des forum publics dans lesquels les citoyens et les forces de police peuvent débattre des préoccupations et des griefs concernant les crimes et le comportement des forces de police.

Les communautés et les forces de police peuvent vivre dans un climat de méfiance sans fin. Les membres de la communauté s'inquiètent de l'inconduite, de la brutalité et la corruption de la police. La police, à son tour, perçoit la communauté comme étant hostile et entravant leurs enquêtes.

Au Nigeria, la structure centralisée des forces de police a envenimé le problème : un ensemble de programmes et de politiques est appliqué dans tout le pays, creusant ainsi un fossé entre les priorités de la police sur l'application de la loi et les besoins des communautés locales.

CLEEN commence à combler ce fossé en adressant des lettres aux administrations locales, en proposant la création d'un forum public dans leurs communautés. Le groupe donne suite à cette invitation si seulement les administrations locales adhèrent et la coopération et l'engagement de la division de la police locale peuvent être assurés. CLEEN anime ensuite un atelier de partenariat, dans lequel la police et les membres de la communauté suivent des formations sur la résolution des conflits, débattent des solutions que la police apportent aux plaintes locales et sur la mise en œuvre du programme de CLEEN dans la région . Ces ateliers permettent à chaque communauté de tailler le

programme à la mesure de ses propres besoins. Deux membres de la communauté sont alors engagés à mi-temps pour coordonner les forums pendant deux ans. Au terme de ces deux années, la communauté doit trouver le moyen de gérer le programme tout seul. La tactique de CLEEN offre aux membres de la communauté et aux officiers de police un environnement paisible dans lequel ils puissent partager leurs préoccupations, tout en surmontant les importantes barrières créées par la bureaucratie. Les deux parties dans un rapport potentiellement controversé ont chacun la possibilité de découvrir le côté humain de l'autre: un collaborateur plutôt qu'un détracteur. Au fil du temps, ce processus peut gêner le cycle désavantageux de la méfiance, en posant de nouvelles bases sur lesquelles la police s'engage au service des citoyens et les citoyens aident les forces de police dans leurs missions. Ceci peut réduire à la fois la violence de la police et les crimes civils. Le projet a été exécuté dans quatorze localités administratives choisies parmi six régions géographiques du Nigeria.

Parce que la méfiance et l'incompréhension entraînent des tensions au sein de nombreux groupes, cette tactique pourrait être utilisée pour bâtir des relations solides entre les groupes en conflit, tels les groupes ethniques ou les propriétaires fonciers et les agriculteurs. Un éventuel écueil serait l'émotion et l'acrimonie qui peuvent entourer des questions délicates. Les intermédiaires doivent être préparés à faire face à cela et faire de même pendant une assez longue période. Une séance unique sera probablement bien moins efficace que l'approche à long terme de CLEEN.

Connaissance de vos alliés : Identifier des alliés pour tenir un dialogue constructif et maintenir des relations de coopérations.

Quelquefois la méfiance n'existe pas seulement entre les organisations de droits de l'homme et à l'extérieur des institutions, mais aussi parmi et dans les organisations des droits de l'homme elles-mêmes. Dans la Région des Grands Lacs de l'Afrique, un groupe travaille à travers les frontières internationales et les lignes en tranchées de suspicion pour surmonter ce problème pour contrôler en coopération la situation des droits de l'homme de la région et vite disséminer les informations.

La Ligue de Droits de l'homme de la Région des Grands Lacs, ou de LDGL travaille comme un groupe de coordination pour maintenir l'alliance parmi 27 organisations membres au Burundi, en République démocratique du Congo et au Rwanda - une région en conflit. La région des Grands Lacs souffrait longtemps de la violence provoquée par la méfiance idéologique et ethnique ou la haine. Quelques organisations dans la région, y compris même certains groupes des droits de l'homme, reflètent ces divisions, en posant des actes au nom des circonscriptions étroites fondées, sur le plan ethnique.

Le processus de dialogue prudent et systématique de la Ligue compte sur les principes

moins avancées sur le plan économique, et étaient très peu au courant des droits garantis par la loi moderne Thai. De ce fait, elles étaient exposées à l'exploitation des administrateurs et des prêteurs corrompus.

La loi FTT de l'instruction des villages cible les enseignants, les élèves, les leaders de la communauté, les pauvres paysans et les femmes. Le personnel de la FTT et une équipe d'avocats bénévoles organisent des week-ends d'ateliers dans les villages, souvent à la demande des villageois qui ont des problèmes avec les membres du gouvernement. Pendant deux journées entières d'enseignement, les participants s'informent sur le droit constitutionnel, les droits de l'homme, le mariage, les emprunts et les hypothèques, le droit du travail et autres problèmes juridiques qui les concernent. La mise en scène des cas de tribunaux complète les lectures et la discussion.

A la fin de l'enseignement, les participants reçoivent les cartes d'identités avec photo, le nom et la signature de leur avocat personnel. Le dos de la carte porte la liste de des droits des suspects : le droit au silence, à l'assistance juridique, de connaître les charges retenues contre eux et de fixer une caution. Après le programme, un comité para légal de cinq ou sept personnes est mis sur pied dans le village, pour s'assurer que les normes des droits de l'homme sont respectées, et pour aider dans l'organisation des cours.

Au lieu des concepts vagues et abstraits, la FTT diffuse les informations et les connaissances qui pourront servir aux villageois qui veulent revendiquer leurs droits. La puissance de la carte d'affaires qui a été remise à chaque personne ne doit pas être sous-estimée, car savoir qu'on a quelqu'un sur qui on peut compter en cas d'abus n'est pas seulement un soulagement psychologique, cela pourra également freiner une personne qui essaierait de violer vos droits.

Cette tactique pourra être précieuse dans les régions rurales et isolées, où les gens ne sont pas conscients de leurs droits, où ne s'estiment pas assez puissants pour recourir au système juridique. En cas d'abus, elle offre aussi une action juridique comme recours possible pour les victimes. En Ouganda, une tactique similaire consiste à éduquer les gens des zones isolées sur leurs droits, et créer des possibilités de conciliation (voir page 136).

Quels autres 'marques de puissance' (comme la carte d'affaires dans cet exemple) pourraient aider les personnes qui sont privées d'exercer leurs droits.

Le théâtre brise le silence : Utiliser le théâtre pour briser le silence autour des questions sensibles des droits de l'homme et éduquer sur les droits légaux.

l'empouvoirement et les partenariats avec les adultes. CWC travaille de concert avec les collectivités locales, les communautés et les enfants travailleurs eux-mêmes pour exécuter des solutions réalisables, complètes, durables et appropriées. Le résultat est une qualité de la vie améliorée pour tous les membres de la communauté, rendu possible par la contribution d'enfants eux-mêmes.

EVEILLER LES CONSCIENCES Amener le peuple – tout le peuple – d'une communauté à être conscient des droits de l'homme est la première étape du développement d'une communauté qui chérit ces droits. Lorsque les gens ne connaissent pas leurs droits, les actions abusives du gouvernement, de la classe dirigeante ou autre puissance pourraient être acceptées, tolérées, ou simplement ignorées. Les tactiques à ce niveau consistent à conscientiser sur le grand concept des droits de l'homme, et comment ces droits s'appliquent aux individus et aux communautés.

Néanmoins, le défi est d'amener les gens à voir l'intérêt des droits de l'homme dans leurs vies. Les peuples des communautés isolées pourraient ne pas savoir qu'ils ont des droits. Ils pourraient ignorer tout des conventions internationales ou des lois nationales, ou pourraient ne pas savoir en quoi ces actes les concernent. Inversement, les gens des nations développées pourraient penser que l'expression 'droits de l'homme' et les concepts qui s'y attachent concernent seulement les nations pauvres.

L'éducation légale dans les régions rurales : Enseigner leurs droits aux peuples des régions rurales et les mettre en contact avec des avocats pour défendre ces droits.

Dans les communautés isolées géographiquement par la culture ou la tradition, le manque de connaissance pourrait être le principal obstacle qui empêche les gens de jouir pleinement de leurs droits. En Thaïlande, un groupe relie l'éducation de la communauté – à travers les sketches et les séminaires- à l'accès au système juridique, pour s'assurer que les individus ne sont pas seulement conscients de leurs droits, mais qu'ils peuvent également les revendiquer.

La Fondation Thongbal Thongpao (FTT) à Thaïlande apporte une assistance juridique gratuite aux populations rurales, en plus d'une formation sur les droits de l'homme et lois fondamentaux qui affectent leurs vies au quotidien. Au cours des années 90, lorsque la Thaïlande connaissait une croissance économique accélérée, l'amélioration des conditions de vie a été plus effective dans les régions métropolitaines. Les populations rurales étaient

d'ubuntu (humain) comme base pour s'approcher ses actions réciproques avec les gens de différents fonds et de cultures et pour une construction réussie du dialogue et partager des informations .

Quand les divisions dans le LDGL émergent, les chefs du groupe essaient de comprendre les problèmes ayant créé la dispute. Ils élaborent alors des alliés potentiels et identifient l'approche au dialogue qui a le plus de potentiel pour maintenir des rapports productifs. Le LDGL choisit des individus pour participer au dialogue sur la base de leur capacité d'établir la confiance et la coopération. Dans tout ce qu'il fait, le LDGL choisit la langue et les actions qui établissent sa crédibilité, en assurant ainsi les acteurs de l'alliance qu'ils sont respectés et que leurs inquiétudes seront apaisées.

Avant de choisir toute question à débattre par les organisations membres, surtout une pomme de discorde, la Ligue identifie le problème, les domaines possibles ou réelles d'assertion, le but désiré et les alliances nécessaires pour l'atteindre. La ligue identifie aussi les alliés passifs, potentiels et actifs pour engager le dialogue.

La friction est naturelle parmi les membres d'une alliance, surtout dans une région avec beaucoup de conflits. Plutôt que d'être la faute des «mauvaises gens,» cette friction indique le besoin de systèmes rigoureux, sensibles de dialogue. Une partie difficile du travail de la Ligue est de gagner la compréhension réciproque pour ses actions dans la région. Si aucun consensus n'est trouvé au cours d'une réunion, la Ligue envoie les délégués sûrs et fidèles des organisations membres aux membres réticents afin de gagner une meilleure compréhension des perspectives et renforcer le soutien.

Par ce processus en cours de renforcement et de maintien des rapports, la Ligue a réussi à créer un fort réseau d'organisations diverses partout dans la région et gagner leur confiance, pour contrôler des abus de droits de l'homme et vite disséminer des informations.

En créant des mécanismes pour soigneusement élaborer une stratégie vis-à-vis des alliés avant de convoquer des membres ou des groupes aux dialogues sur les questions litigieuses est important pour l'implémentation réussie de la tactique. Cette tactique pourrait être appliquée dans d'autres situations où les groupes de droits de l'homme sont divisés et se rivalisent par rapport aux ressources rares et à l'attention. Les coalitions sont fragiles et exigent toujours un dialogue constant et la culture pour continuer à travailler efficacement et vivre ensemble.

Suivi intensif, à long terme : Passation de marché avec les sociétés multinationales pour surveiller les conditions de la main-d'œuvre dans leurs usines.

Coverco invite des sociétés multinationales à améliorer les droits de l'homme en comparant leurs codes de conduite d'entreprise avec la réalité sur place dans les usines d'outre-mer

livrant leurs marchandises. Coverco recueille, examine et publie de façon indépendante des informations pour balayer toutes excuses que les entreprises peuvent avoir pour manquer de respecter les droits de l'homme.

La Commission pour la Vérification des Codes de conduite D'entreprise (Coverco) s'occupe du suivi à long terme, intensif, indépendant des conditions de la main-d'œuvre dans les usines de confection guatémaltèques et dans les industries agricoles d'exportation, en vérifiant la conformité avec les normes de la main-d'œuvre acceptées dans le monde entier. Basé dans la Ville de Guatemala, Coverco est une organisation de contrôle indépendante créée en 1997 par les membres des groupes de la société civile; il ne travaille pas comme conseiller à l'administration, ni comme défenseur d'ouvrier. L'organisation établit dans un premier temps une relation avec une société (par exemple, Liz Claiborne Inc.) négocie par la suite un accord permettant un accès complet, inopiné à la facilité de production où la société s'engage à payer les frais de service. L'organisation publie de façon indépendante ses résultats sur son site Internet.

Plutôt qu'accomplir les visites à court terme et les rapports ponctuels, Coverco maintient une présence régulière aux usines qu'il contrôle pour une durée d'au moins six mois. Il essaie "de faire des films" des rapports de la main-d'œuvre dans une facilité de production, au lieu de prendre un instantané. Des moniteurs formés visitent inopinément des usines plusieurs fois par mois. Les moniteurs revisitent des dossiers d'usine, demandent à l'administration d'expliquer la politique officielle sur des questions tel qu'elles surviennent, conduit "les inspections sensorielles" de l'équipement de production, rencontrent les ouvriers pendant et en dehors des heures d'ouverture normales et gardent ouverte une ligne téléphonique pour s'assurer que les employés leur ont entièrement accès à eux. Les entretiens sont réalisés en espagnol et les informations fournies restent strictement confidentielles. L'accès complet à la facilité de production, au personnel, à l'administration et aux ouvriers est garanti par la société multinationale.

Le contrôle commence par un «audit social» par lequel les moniteurs caractérisent les relations de la main-d'œuvre à la facilité de production - contrôlant, par exemple, s'il y a une procédure de grief et si elle marche effectivement. Les conditions de travail sont tout à fait recensées, y compris la présence et la manipulation des produits chimiques industriels, la maintenance et l'accès aux salles de bains, la santé publique sur site et sa conformité avec d'autres critères de santé et de sécurité.

Les moniteurs entreprennent alors une révision consciencieuse des documents relatifs à la paie du personnel, le paiement des avantages sociaux et primes de production des employés et la conformité avec les règlements des heures supplémentaires. Ils enquêtent soigneusement sur les plaintes des ouvriers et s'assurent que les commentaires de l'administration sont pris en compte dans tous les rapports, en notant des situations où les revendications ne peuvent pas être vérifiées.

contribué aussi à la formation des Mouvements nationaux et internationaux d'Enfants Travailleurs.

Pour qu'ils puissent influencer les programmes et les politiques qui les affectent, les enfants ont aussi demandé un rôle formel dans la gouvernance. Cela a entraîné la création de ce que l'on a appelé plus tard le Makkala Panchayat, ou le Gouvernement d'Enfants, élu par les enfants dans la communauté. Les enfants ont conçu sa structure et ont déterminé son but et type de leadership. Puisque les enfants voulaient qu, il ait un statut formel avec la collectivité locale, ou Panchayat, CWC a conçu un mécanisme pour officiellement intégrer le Makkala Panchayat avec l'administration du village par une force opérationnelle, qui est présidée par le ministre de district. La force opérationnelle est composée tant d'adultes que d'enfants. Les élections au Makkala Panchayat sont organisées par l'administration gouvernementale formelle et le secrétaire des actes d'adulte Panchayat comme secrétaire de Panchayat des enfants.

CWC enseigne aux enfants les compétences telles que la recherche, la documentation, la communication, la négociation et le plaidoyer. Les enfants utilisent le théâtre, les marionnettes, les chansons, les publications, les magazines muraux et les instruments audio et vidéo pour soutenir leurs positions et principes. Ils expliquent leurs priorités clairement, justifient leurs revendications et sollicitent le changement. Pour maintenir de bonnes relations avec la collectivité locale, les enfants évitent les affiliations politiques ou autres, mais sont activement impliqués dans les discussions politiques.

Par leur participation organisée dans politica l les structures et la gouvernance locale, les enfants deviennent de plus en plus conscients et ils rendent l'Etat responsable. Leur participation à l'espace politique permet aussi à d'autres groupes marginalisés comme les femmes et les groupes ethniques de changer leur situation immédiate et renforcer la démocratie.

Des milliers d'enfants participent maintenant à la gouvernance de leurs villages et les adultes qui étaient traditionnellement féodaux et patriarcaux sont devenus des défenseurs des droits de l'enfant. Ils trouvent en la participation active et égale d'enfants une valeur puisqu'ils ont vu qu'il a traduit dans les avantages généraux de toute la communauté¹.

Les organisations des enfants ont été puissantes dans la résolution d'une large gamme de sujets au niveau local, y compris l'eau et les problèmes de carburant, une habitation, les pensions pour les personnes âgées et infirmes, exploitant le travail des enfants, abus d'alcool ou d'autres drogues ainsi que le mariage d'enfant. Ils ont aussi contribué considérablement aux politiques des enfants au niveau étatique, nationaux et internationaux. La fondation du travail de CWC est l'empouvoirement d'enfants qui travaillent afin qu'ils puissent être leur propre première ligne de défense et participer d'une manière informée à toutes les décisions les concernant. CWC a montré que les conditions de vie troublantes et les défis auxquels font face les enfants peuvent être atténuées par l'éducation,

le désir du gouvernement de rejoindre l'Union Européenne l'a rendu plus sensible aux rapports d'abus, donnant ainsi une opportunité d'augmenter l'impact du travail des moniteurs. La tactique est aussi une application unique de loi internationale à la réalité quotidienne des gens. Il a augmenté le pouvoir d'affecter les abus de droits de l'homme dans les pays qui ont signé des traités de droits de l'homme internationaux et cela a un intérêt sur la manière leur pratique des droits de l'homme est perçue par la communauté internationale.

EN LIGNE

Notre tactique rend le gouvernement Slovaque inconfortable et quelquefois nous avons connu la persécution par les agents publics. Mais notre but - garantir le respect des droits fondamentaux des citoyens - a progressivement été résolu. Et l'état s'est révélé être notre ami et quelquefois notre partenaire.

- Columbus Igboanusi, la Ligue des défenseurs des Droits de l'homme, Slovaquie

“”

Les enfants comme défenseurs de leurs Propres Droits : stimuler les enfants avec les informations, les compétences et le soutien pour défendre leurs propres droits.

Avec compétences et l'accès aux informations appropriées, les enfants peuvent défendre et plaider la cause de leurs propres droits.

En Inde, le groupe Se faire du soucis pour les Enfants Travailleurs (CWC) permet aux enfants de créer des structures formelles comme les unions et les organes gouvernementaux pour plaider la cause de leurs propres droits. Par ce travail, CWC renforce la participation des enfants, surtout ceux qui travaillent ou qui sont autrement marginalisés, dans la prise de décision et le gouvernement sur toutes les questions qui les concernent. CWC a été activement impliqué dans cette cause depuis 1980 et travaille actuellement dans cinq districts de Karnataka.

Les efforts de CWC visant à stimuler les enfants travailleurs ont mené au départ à la création de Bhima Sangha - une union de, par et pour les enfants qui travaillent. Bhima Sangha a un effectif de 13,000 enfants au Karnataka et est un partenaire important dans le travail de CWC pour permettre aux enfants de jouer un rôle proactif dans la prise de décision et la gouvernance. Depuis sa création en 1990, Bhima Sangha a été un défenseur puissant des droits d'enfants qui travaillent et est tout aussi concerné par l'amélioration de la qualité de la vie de leurs parents et communautés. Au niveau national et régional, Bhima Sangha aide d'autres enfants qui travaillent à former leurs propres unions; il a

Les activités de contrôle et de vérification de Coverco ont amené des sociétés à exiger aux fournisseurs de démontrer la conformité systémique avec le droit dans le domaine du travail. Par exemple, un mineur travaillant avec un fournisseur à Liz Claiborne s'est plaint de ce que son directeur a refusé de lui permettre de quitter le travail tôt pour se rendre à l'école comme l'exige tant la loi locale que le Code de conduite LCI. Quand Coverco a documenté cette violation, LCI est intervenu avec l'administration locale pour s'assurer que les directeurs respectent cette loi. Cela a amené Coverco à reconsidérer le sort de tous les mineurs travaillant à l'usine; le fournisseur a alors agi pour s'assurer qu'ils avaient la permission parentale nécessaire à tous les mineurs travaillant et se conformer à la loi locale exigeant que les mineurs ne travaillent pas plus que 35 heures par semaine.

Coverco a signalé certains problèmes avec l'accès aux usines de fournisseur et à la réticence de certains fournisseurs d'exécuter les programmes de restauration qu'ils ont négociés avec les sociétés multinationales. Les directeurs d'une usine de Gap, par exemple, ont refusé pendant un temps de laisser Coverco surveiller la promenade non accompagnée par la facilité de production ou parler sans être observé avec les ouvriers. Bien que le dossier ne soit jamais parfait, ne pas exécuter les programmes de restauration a amené quelques usines à réprimander ou écarter des directeurs. Les ouvriers illégalement écartés ont été réintégrés, les heures supplémentaires excessives ont été réduites et les cas de paiements incorrects des avantages ont été corrigés.

Différents types de contrôle sont entrepris dans le monde, y compris les approches confrontationnelles et ceux, comme Coverco, qui impliquent le travail en coopération avec les entreprises. Coverco préfère utiliser une relation de collaboration avec les entreprises internationales plutôt qu'une relation d'adversité. Il négocie avec elles pour financer ce programme de contrôle externe, indépendant et puis, de façon intéressante, pousse le contrôle un peu plus loin que d'ordinaire. Il fournit un environnement sûr où les ouvriers peuvent se plaindre sans peur de représailles, en les encourageant ainsi à prendre une part active dans l'amélioration de leurs propres conditions de travail. Il emploie aussi des moniteurs locaux qui peuvent, mieux que les étrangers comprendre les conditions locales et établir des connexions avec les ouvriers. Pour faire ce travail de tactique, il est essentiel d'avoir le soutien tant des ouvriers que de l'administration. Quand c'est réussi, tous les acteurs contribuent à la création d'une culture de conformité.

La gouvernance de soi qui traverse les frontières : Création d'un organe transnational pour défendre et promouvoir les droits des peuples autochtones.

Les alliés potentiels sont quelquefois évidents, mais les façons de les réunir ne le sont pas. Les peuples Saami indigènes, vivant dans quatre différents pays dans le Cercle polaire arctique, ont construit des organes délibérants qui se coordonnent à travers les

frontières nationales pour recommander les politiques trans-nationales des droits d'une minorité - particulièrement pour s'écarter des droits qui ont directement un impact sur la leur vie quotidienne.

Le Conseil Saami, établi en 1956, a émergé du besoin de maintenir de fortes connexions à travers les frontières politiques qui divisent les peuples Saami de Scandinavie du Nord, promouvoir la coopération et préserver leurs droits en tant que peuple autochtone. Le Conseil défend les droits dans la région où les Saami ont vécu depuis plus de 10,000 ans, une région qui s'étend actuellement sur quatre pays - la Norvège, la Suède, la Finlande et la Péninsule Kola de la Russie.

Les membres de Conseil de Saami sont typiquement impliqués avec les organisations Saami nationales dans leurs pays d'origine. Les seize places du Conseil sont divisées proportionnellement sur la base de la population Saami – totalisant plus de 100,000 ames - dans chacun des quatre pays. Le Conseil a apporté un grand appui à la création de Parlements Saami dans les nations scandinaves, s'est installé en Finlande en 1973 et en Norvège et Suède en 1987 et 1993, respectivement. Chaque parlement est un organe politique indépendant, démocratiquement élu qui se consulte avec son parlement national respectif sur les sujets d'intérêt au Saami. Bien que les Parlements Saami ne puissent pas passer leur propre législation, ils sont capables de promouvoir des initiatives devant les parlements nationaux.

Le succès du Conseil Saami peut être attribué à sa capacité d'organiser ses gens simultanément aux niveaux locaux, nationaux et internationaux. De cette manière les membres sont capables d'utiliser leur unité trans-frontalière pour construire des circonscriptions et leur force d'appui pour le changement de politique locale, entraînant en même temps des organisations plus petites, locales pour apporter le soutien en faveur de la coordination plus grande, transnationale sur les de questions de Saami. Un effort qui est actuellement en cours concerne la rédaction de la Convention de Scandinave Saami. En 2002, les gouvernements et les Parlements de Saami de la Norvège, de la Suède et de la Finlande ont accepté de mettre sur pied un groupe spécialisé composé de Saami et de membres non-Saami pour réaliser un projet de la Convention d'ici à 2005. La Convention s'occupera des questions fondamentales d'autodétermination et des droits fonciers, aussi bien que l'environnement, la coopération entre les états et les parlements de Saami et la préservation d'héritage culturel. Un domaine critique de considération concerne les droits de pâturage trans-frontaliers pour ceux qui élèvent les rennes - un moyen d'existence primaire des peuples Saami.

En plus, le Conseil de Saami a contribué à l'établissement du Forum Permanent sur les Questions Indigènes aux Nations Unies et a joué un rôle significatif dans la création de Rapporteur Spécial sur les Droits de l'homme pour le Peuple autochtone sous le Haut-commissaire de l'ONU pour les Droits de l'homme.

de l'homme et était vulnérable à la critique sur leur pratique des droits de l'homme. En plus, la constitution de la République Slovaque donne la priorité, sur les lois nationales, aux traités de droits de l'homme internationaux ratifiés et votés par son parlement.

L'approche de surveillance de le LHRA aide à combler un fossé entre le lieu géométrique d'abus et les politiques, lois et traités créés pour prévenir ou arrêter une violation. Souvent la seule discussion de ces abus et les lois ou politiques de les prévenir se produit dans des fora politiques et diplomatiques à un niveau élevé. Le LHRA recrute les gens parmi les personnes privées de leurs droits pour servir de moniteurs de droits de l'homme. Les moniteurs apprennent, souvent pour la première fois, leurs propres droits conformément à la loi nationale et internationale et travaillent ensuite avec le LHRA pour faire respecter ces droits - qui ont vu le jour dans les capitales lointaines - dans leurs propres mairies, postes de police, écoles et communautés. Les informations des moniteurs locaux sont utilisées pour présenter l'impact vrai, sur place des lois nationales et internationales dans le pays.

Les moniteurs de Roma sont recrutés de bouche-à-oreille. Le LHRA les instruit sur les instruments de droits de l'homme pertinents et des autorités gouvernementales responsables de leur implémentation, arrange ensuite des réunions introductives avec la police, les maires, les chefs de communauté et d'autres, ajoutant ainsi la légitimité et l'autorité au travail des moniteurs. Le réseau est divisé en huit régions; les coordinateurs régionaux travaillent avec le siège social LHRA pour recruter et former des moniteurs (à peu près 48 en tout).

Quand les moniteurs sont préparés pour leur travail, on leur donne une carte d'identité LHRA et des lettres d'introduction pour présenter aux autorités locales. Quand un abus allégué se produit, ils vont dans la communauté compiler des informations des victimes et des autorités impliquées. La surveillance se concentre sur un certain nombre de questions, y compris l'emploi, les conditions de vie, l'éducation, la santé publique, la participation politique, la violence racialement motivée et l'accès aux infrastructures publiques et aux services.

Le bureau national de LHRA synthétise le travail de tous les moniteurs en des rapports nationaux réguliers et publie son propre périodique. À la suite de cette tactique de contrôle, une gamme d'abus de droits de l'homme se produisant au niveau local a été exposée et beaucoup plus de victimes d'abus ont commencé à monter au filet avec un plus grand nombre de plaintes. Le gouvernement, au cours du temps, a exécuté des politiques pour s'attaquer à la discrimination dans l'éducation, l'habitation et l'emploi.

Lisez-en plus dans un article tactique disponible à www.newtactics.org, sous Instruments pour l'Action.

La tactique de LHRA est une combinaison unique de pression et de promotion. Les moniteurs de Roma apprennent leurs droits, en les stimulant à prendre des mesures. Et

après quoi le directeur de l'hôpital était libéré et une commission a été formée pour enquêter sur la question.

En exposant la situation à un plus large public, MDRI et WITNESS ont attiré l'attention aux conditions épouvantables des infrastructures de santé mentale contrôlée par l'Etat et ont recueilli davantage le soutien en faveur du changement. La presse a aussi joué un rôle essentiel dans le déroulement des événements, en aidant à provoquer des changements de significatifs.

Bien que le pavillon de Julio et de Jorge soient encore en rénovation au moment où ce livre est imprimé, ils ne sont plus enfermés dans une très petite cellule et ont maintenant accès aux douches et aux vêtements, aussi bien qu'aux infirmiers pendant 24 heures. Le Ministère de la Santé paraguayen travaille avec l'Organisation Panaméricanisme de Santé (PAHO) pour promouvoir l'intégration de la communauté pour les handicapés mentaux.

La collaboration entre WITNESS et MDRI a produit des résultats de changement au système, mais les défis sont à venir, c'est à dire garantir que les défenseurs de droits de l'homme reprennent la lancée créée par la vidéo et suivent le cas pour s'assurer que les handicapés mentaux disposent du soutien et des services nécessaires pour leur intégration réussie dans la communauté.

Pendant que ce cas a compté sur de fortes preuves visuelles d'une violation, il est important de noter que les partenaires de WITNESS ont utilisé avec succès la vidéo sans compter sur de telles images graphiques. Beaucoup, par exemple, ont créé des vidéos puissantes en recueillant des témoignages et en racontant les histoires de ceux qui sont le plus directement affectés, qui peut avoir un impact tout aussi puissant dans une campagne de droits de l'homme.

“”

Le Gouvernement tient-il ses promesses ? Créer un réseau de contrôleurs volontaires pour persuader des gouvernements locaux et nationaux de respecter des engagements de droits de l'homme internationaux.

En Slovaquie, un groupe contrôle l'adhérence gouvernementale à ses engagements de droits de l'homme internationaux et utilise ce qu'il trouve pour persuader le gouvernement de respecter ces promesses.

La Ligue des défenseurs de Droits de l'homme (LHRA) en Slovaquie a développé un réseau de moniteurs de droits de l'homme de volontaire au sein de la population minoritaire de Roma pour s'assurer que les traités de droits de l'homme internationaux sont mis en application au niveau local. Dans le cadre de son action pour devenir membre de l'Union Européenne, la Slovaquie a ratifié un certain nombre de traités se rapportant aux droits

Comme toute minorité dans chacun de leurs pays d'origine, les organes politiques séparés des Saami auraient moins de pouvoir d'élaborer les politiques qui les affectent. Mais ensemble ils peuvent constituer des défenseurs beaucoup plus forts pour leurs propres droits - un exemple clair de la valeur de collaboration. Cela promeut aussi des droits de l'homme au niveau local tout en influençant simultanément les décisions d'institutions nationales, régionales et internationales. Les collaborations semblables pourraient être efficaces dans d'autres situations où les groupes d'intérêt ou des sujets de droit de l'homme traversent les frontières nationales, comme c'est de plus en plus souvent le cas.

Nous essayons d'avoir une bonne relation de travail avec les gouvernements de famille, même si nous ne transigeons pas sur nos droits. Nous sommes dans le dialogue constant avec les gouvernements. Nous essayons toujours d'être plus informés et en savoir plus sur les questions que les gens du gouvernement avec qui nous allons négocier.

- Mattias Åhrén, Chef de l'Unité des Droits de l'homme, Conseil de Saami

“”

Education de la génération suivante : Collaborer avec le gouvernement pour introduire l'éducation sur les droits de l'homme dans les écoles publiques.

Les écoles publiques peuvent constituer des cadres importants pour construire une culture de droits de l'homme. En Albanie, un groupe a travaillé avec le gouvernement dans la préparation des citoyens à la démocratie dans une nation post-communiste.

Le Centre albanais pour les Droits de l'homme (ACHR) a collaboré avec le Ministère de l'Education albanais pour introduire l'éducation sur les droits de l'homme dans toutes les écoles publiques du le pays. Le groupe a profité de la période de transition post-communiste, pour négocier avec les responsables du nouveau gouvernement démocratique et lancer un processus à long terme et ambitieux dans lequel ils prépareraient de jeunes citoyens albanais à la participation complètement à une démocratie.

En 1991, après 45 ans d'une dictature communiste oppressive et isolationniste, l'Albanie a fait face à un nouveau monde de possibilités démocratiques, avec des tas de problèmes politiques, économiques et sociaux hérités de l'ancien système et d'une infrastructure institutionnelle mal disposée à leur faire face. Pour tirer le meilleur parti de leur nouvelle démocratie, les Albanais ont eu besoin d'un système éducatif qui a préparé ses citoyens à l'esprit critique et a encouragé la participation politique.

ACHR a développé un plan ambitieux d'intégration de l'éducation des droits de l'homme

dans les programmes officiels d'études de toutes les écoles publiques du pays. Le groupe a profité du moment politique unique fourni par la transition post-communiste pour obtenir un engagement écrit du Ministère de l'Éducation albanais pour exécuter des projets d'éducation de droits de l'homme dans les écoles publiques.

ACHR a alors commencé à établir des projets pilotes, réalisant de grandes sessions de formation pour un noyau d'enseignants, adaptant du matériel d'éducation de droits de l'homme international aux classes albanaises et créant des Cahiers d'activités pour chaque niveau scolaire. Ils ont aussi créé des écoles pilotes, où les enseignants et les administrateurs ont contribué à la formation de tous les autres enseignants dans le domaine des droits de l'homme et son histoire, les mécanismes internationaux et les méthodologies et les activités de droits de l'homme à l'intérieur et hors de la salle de classe.

Vers la fin de la décennie, ACHR avait développé le programme scolaire spécial dans beaucoup de sujets pour toutes les tranches d'âge, a formé des milliers d'enseignants à utiliser le matériel, créer 42 écoles pilotes à travers tout le pays et a lancé un programme d'études dans les collèges d'enseignants pour intégrer l'enseignement de droits de l'homme dans leur préparation.

ACHR avait une vision ambitieuse pour l'Albanie et a saisi une opportunité politique pour transformer cette vision en réalité. Le gouvernement était en transition et désireux de montrer à la communauté internationale son engagement vis-à-vis des droits de l'homme. (L'Albanie avait ratifié la Convention sur les Droits de l'Enfant en 1993.) ACHR a donné au gouvernement un moyen de démontrer que l'engagement et l'aide ont rempli ses obligations conformément à la convention et ont ainsi protégé sa coopération. Il a aussi soutenu l'impulsion en apportant le soutien international et les experts éducatifs.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Les ressources pour les praticiens des droits de l'homme sont toujours limitées. Nous essayons toujours de faire plus avec moins - avec moins de personnes et moins d'argent et moins de temps que nous estimons en avoir vraiment besoin. Mais il y a une ressource importante qui est vraiment renouvelable : nos compétences. Quand nous développons nos propres capacités et ceux de nos collègues et amenons même ces capacités dans la communauté pour les partager avec de nouveaux gens, nous pouvons effectivement faire un peu plus avec un peu moins et avec un peu moins de temps.

La tactique dans cette section renforce les capacités de deux façons essentielles : elles donnent aux praticiens de droits de l'homme les compétences dont ont besoin pour faire mieux et plus vite leur travail et elles donnent aux gens qui sont nominalement à l'extérieur du travail de droits de l'homme les compétences dont ils ont besoin pour avancer dans les droits de l'homme.

aussi gardé dans les Archives de WITNESS, où il est disponible pour la communauté mondiale en tant que ressource unique d'information sur les droits de l'homme.

WITNESS reconnaît que, selon le contexte local, un défenseur des droits de l'homme peut être protégé ou mis en danger en utilisant un appareil photo. WITNESS utilise l'expérience de son personnel et fait équipe pour aider d'autres à créer des politiques saines et appropriées pour leurs situations. Il insiste aussi sur l'importance de confiance entre la personne qui filme la personne qui est filmée et explique clairement les risques et les avantages de parler devant un appareil photo.

La preuve visuelle peut arrêter les violations

Les partenaires de WITNESS ont recueilli des témoignages et ont produit des vidéos puissantes qui ont été utilisées de plusieurs façons. Une utilisation stratégique et calée de plaidoyer vidéo est le travail de WITNESS avec les Droits d'Infirmitté Mentaux internationaux (Mental Disability Rights International (MDRI)) pour décrire les conditions déplorables dans un hôpital psychiatrique paraguayen.

Julio et Jorge sont deux adolescents étant gardés à l'hôpital avec 458 autres personnes - nu, dans les cellules nues sans accès aux salles de bains. Les cellules puent les urines et les excréments et les murs sont entachés de matières fécales. Les garçons ont passé environ quatre heures tous les autres jours dans un enclos en plein air, jonché d'ordures et de verres cassés.

En décembre de 2003, MDRI a conduit une pétition d'urgence devant la Commission interaméricaine sur les Droits de l'homme (IA-CHR) à l'Organisation des États américains (OAS), en demandant à l'IACHR d'intervenir en faveur des garçons, aussi bien que les autres à l'hôpital.

Avec un dossier juridique, MDRI a soumis un plan vidéo et a révisé avec WITNESS et a structuré selon les articles présentés dans plusieurs instruments de droits de l'homme internationaux auxquels le Paraguay est attaché. Il a été présenté dans ce cadre de droits de l'homme pour soutenir que les patients étaient juridiquement habilités aux protections de leurs droits de la vie et du traitement humain. En utilisant des images qui ont clairement démontré comment le Paraguay avait raté de remplir ses obligations, la vidéo met un visage humain sur le sujet.

Cela a amené l'IACHR, pour la première fois, à approuver des mesures urgentes pour protéger les vies et l'intégrité physique de ceux qui sont dans les institutions psychiatriques, un précédent qui peut maintenant être utilisé dans d'autres pays de la région. MDRI et WITNESS ont par la suite porté la question au grand public en affluant la vidéo sur leurs sites Internet et en collaborant avec CNN en Español sur une histoire consécutive. Le président du Paraguay et le ministre de la Santé ont visité l'hôpital,

l'interférence et pour entreprendre une action judiciaire contre la police.

Les yeux et les oreilles des droits de l'homme : permettre aux ONG d'utiliser la vidéo dans le plaidoyer en faveur des droits de l'homme.

WITNESS permet aux organisations des droits de l'homme à travers le monde d'utiliser la vidéo comme un instrument de plaidoyer dans leur travail. Enraciné dans le pouvoir de témoignages personnels et dans le principe qu'une photo vaut mille mots, les vidéos de WITNESS et de ses partenaires ont été utilisées :

- comme évidence dans les poursuites judiciaires;
- pour corroborer les allégations de violations de droits de l'homme;
- pour compléter des rapports écrits aux organisations internationales et régionales qui fournissent un contrepoids aux versions officielles de la performance des droits de l'homme d'un pays;
- pour stimuler l'éducation populaire et la mobilisation;
- pour fournir des informations aux journaux télévisés;
- pour promouvoir les droits de l'homme via Internet; et
- pour produire des documentaires pour des émissions à la télé dans le monde entier.

Fondé en 1992 et basé à New York, WITNESS a créé des partenariats avec plus de 150 groupes dans 50 pays sur une variété de questions, allant du « nettoyage social » des enfants de la rue en Amérique Centrale, les abus sexuels de femmes et de filles pendant la guerre civile de Sierra Leone aux ateliers où on exploite le personnel aux États-Unis et à la sortie des personnes déplacées en Birmanie.

WITNESS choisit des partenaires qui cherchent à renforcer les capacités à long terme pour utiliser la vidéo efficacement et cherche aussi des opportunités de campagne spécifique où la vidéo peut incliner la balance entre le succès et l'échec. Dès qu'un partenariat est établi, WITNESS fournit au groupe l'équipement vidéo et la formation, il s'ensuit des ateliers à huis clos techniques, la formation intensive de la vidéo pour les travaux des droits de l'homme, l'évaluation systémique dans l'utilisation du métrage vidéo, l'assistance post production, et le feedback constructif pour créer des documentaires puissants.

WITNESS et ses partenaires créent alors des campagnes de plaidoyer vidéo autour du métrage recueilli. Ces campagnes comprennent beaucoup de composantes, parmi lesquelles les plates-formes d'émission et de distribution, la collaboration avec d'autres organisations et réseaux, visionnements ciblés devant les audiences clés et possibilité pour les téléspectateurs de prendre des mesures. Ils peuvent être aussi ciblés que l'utilisation de la vidéo pour influencer un petit groupe de décideurs clés ou aussi larges qu'essayer de mobiliser les jeunes autour d'une question particulière. Le métrage est

Promotion du professionnalisme, promotion des droits de l'homme : Création d'une organisation professionnelle qui procure le soutien et la formation pour créer le professionnalisme parmi le personnel chargé de l'application de la loi.

Au Liberia, les responsables chargés de l'application de la loi ont vu la nécessité d'améliorer le respect pour les droits de l'homme dans leurs propres rangs.

L'Association Nationale du Liberia chargée de l'Application de la loi (LINLEA) promeut le professionnalisme parmi le personnel d'application de la loi. LINLEA avance la perspective que les officiers chargés de l'application de la loi devraient être les principaux protecteurs des droits de l'homme et ses promoteurs, tel que prescrit par le code éthique d'application de la loi et la déontologie policière. Ces codes poussent les officiers à respecter les droits constitutionnels de tous les peuples à la liberté, l'égalité et la justice. Malheureusement, en raison du manque de formation, de l'indiscipline, d'un mauvais leadership ou d'une manipulation politique, le personnel d'application de la loi se livre souvent à une conduite contraire au code professionnel qui entraîne des abus de droits de l'homme. LINLEA a été créée pour satisfaire les besoins des officiers de police en formation, la plaidoirie et l'assistance, et le faire ainsi dans un contexte qui les rend disposés à adhérer et participer.

Pour créer LINLEA, les officiers chargés de l'application de la loi ont invité les chefs de départements et d'agences d'application de la loi publics et privés à participer et à mettre sur pied un comité d'organisation. Ce comité a rédigé les statuts constitutifs et a nommé un conseil d'administration. Le ministre de la Justice a participé au lancement, ajoutant ainsi de la légitimité à l'association. L'association a depuis établi une gamme variée de services pour ses membres, y compris une formation dans les procédures de la police d'investigation, les droits de l'homme et le leadership, aussi bien que les mécanismes pour améliorer la mise en vigueur de normes professionnelles telles que les procédures de grief. En plus, l'association va au-delà du réseau d'application de la loi, pour collaborer avec les communautés et les organisations pour améliorer les conditions de droits de l'homme au Liberia.

Les membres font un investissement personnel dans l'organisation en payant leur cotisation. LINLEA est maintenant devenu un réseau de plus de 500 personnels d'application de la loi, représentant presque 20 pour cent de la police aussi bien que beaucoup de membres d'autres institutions d'application de la loi. Le Centre de LINLEA pour la Recherche de Justice Criminelle et l'Éducation a offert au leadership et les droits de l'homme une formation pour 223 officiers supérieurs d'application de la loi. Il a aussi accompli un atelier de formation pour formateurs et spécialistes de programme d'études

d'agences d'application de la loi, tout comme un atelier sur la formulation politique et le développement pour les planificateurs d'application de la loi et les administrateurs.

L'association accueille des événements sociaux annuels qui renforcent les obligations parmi les membres et leurs familles et les forums publics pour construire des rapports entre l'application de la loi et les communautés. Et il fournit des services en cours dont bénéficie le personnel d'application de la loi, en incluant les attestations de participation à la formation en, qui peuvent les aider à recevoir des promotions; le soutien en faveur de leurs demandes de l'avancement dans les structures d'application de la loi; l'assistance avec et un peu de protection des problèmes professionnels comme les licenciements et les charges injustifiées; et un peu d'assistance en faisant face aux problèmes personnels et financiers, ce qui fait de la peine en raison d'une mort dans la famille.

Beaucoup d'organisations ont présenté des programmes de formation à l'intention des responsables d'application de la loi. L'approche de LINLEA, en tant qu'une organisation professionnelle, exige un investissement en temps, en argent et en effort des officiers de police eux-mêmes. Cela stimule la conduite professionnelle – un comportement qui montre du respect pour les droits de l'homme - qui vient de l'intérieur plutôt que de l'extérieur de la profession. Ces stimulants sont importants pour la construction de la force d'organisation nécessaire pour soutenir le personnel d'application de la loi qui veut améliorer sa propre conduite et fournir la force d'appui pour changer les comportements de ceux qui violent des normes professionnelles. Puisqu'ils sont eux-mêmes les responsables d'application de la loi, les organisateurs de LINLEA ont une compréhension particulièrement profonde des défis auxquels doit faire face le personnel d'application de la loi et le genre de soutien dont ils ont besoin.

Rendre le système juridique accessible dans les zones rurales : Former les chefs locaux pour en faire des médiateurs et des personnes ressources en matière des droits de l'homme.

Dans beaucoup de zones rurales ou provinciales, l'accès au système juridique et aux services de résolution des conflits est extrêmement limité. Un groupe en Ouganda travaille pour le changer en formant la population locale dans les exercices de médiation.

En Ouganda, la Fondation pour l'Initiative des Droits de l'homme (FHRI) forme des chefs locaux à aider des membres de la communauté avec les plaintes de manière à éviter les problèmes et les frustrations qu'il y a à utiliser le système judiciaire formel. FHRI enseigne à ces chefs comment éduquer leurs communautés à propos de leurs droits constitutionnels et de l'homme. Il leur donne aussi des compétences para juridiques, en leur permettant de mettre à la disposition des citoyens la médiation, le counseling et le conseil afin que

morts suspectes entre les mains des autorités de police, la mise au clair de cas soupçonnés de torture et l'assistance judiciaire et médicale aux prisonniers et aux survivants de torture. IMLU a d'abord organisé son réseau en faisant pression pour la formation de comités professionnels, notamment le Comité Permanent d'Association Médicale du Kenya sur les Droits de l'homme et d'un groupe d'avocats compatissants aux efforts pour mettre fin à la torture. Dès que les comités ont été créés, l'IMLU a développé des ateliers en cours pour renforcer la capacité d'ouvriers de santé et d'avocats traitant de la torture. Les ateliers ont lieu à travers tout le pays, traitant des thèmes tels que la définition des droits de l'homme, créant des relations avec la Direction des Prisons et éduquant les professionnels et responsables gouvernementaux sur les statuts des droits de l'homme et les violations.

Pour atteindre les victimes de torture et leurs familles, d'IMLU a créé un réseau les corps religieux différents, les avocats, les docteurs et de ONG à travers le Kenya. Les clients renvoyés sont capables de demander une autopsie sur les membres de famille, dont les résultats sont soigneusement mis au clair selon les directives médicales et juridiques.

IMLU encourage les clients à chercher la réparation juridique quand l'évidence de torture est découverte. Pour les clients qui ne peuvent pas se permettre l'assistance judiciaire, IMLU les renvoie à un réseau d'avocats et de ONG qui leur offre les services juridiques bénévoles. Son objectif est de poursuivre des cas d'intérêt publics qui établiront un précédent contre l'usage de la torture et enverront un message aux auteurs de la torture. Grâce aux efforts continus d'IMLU de mettre à nu la torture au Kenya, plusieurs cas ont été portés au tribunal, ce qui a créé un plus grand souci pour le bien-être et le traitement des prisonniers. De plus, les autorités carcérales manifestent un intérêt de plus en plus croissant pour de meilleures conditions carcérales en réduisant l'utilisation de punition physique ou de torture et, depuis que le nouveau gouvernement a pris le pouvoir vers la fin de 2002, beaucoup plus de responsables gouvernementaux ont commencé à travailler avec IMLU pour améliorer leurs propres efforts de droits de l'homme.

En coordonnant un réseau professionnel et en formant des membres à mettre au clair la torture, IMLU a conscientisé sur la torture au Kenya, créant ainsi une pression croissante de prévention sur les autorités. Le réseau exploite aussi le désir de certains docteurs et avocats d'utiliser leurs compétences pour promouvoir les droits de l'homme, renforçant ainsi le soutien pour mettre fin à la torture dans le pays.

Ce travail, pourtant, n'a pas été sans défis. La demande pour les services d'IMLU excède souvent sa capacité financière pour soutenir les victimes dans le Kenya rural se confronte souvent à une réponse lente des avocats du réseau, dont la plupart résident à Nairobi. IMLU a aussi connu l'interférence de la police et l'intimidation dans son effort à tirer au clair les autopsies. Dans de tels cas, le réseau s'entend avec les autres ONG pour faire connaître ces questions en rendant public des déclarations de presse qui condamnent

et en s'attaquant aux sujets sensibles qui seront abordés dans le programme. Les équipes apprennent alors les fondamentaux de production de télévision et s'entretiennent avec les experts sur les questions des minorités.

Pendant les trois derniers jours de formation, les équipes produisent leurs premiers films. La Fondation fournit des appareils photo, des lumières, des microphones et d'autres équipements nécessaires. Les équipes continuent à produire des programmes mensuels à leurs stations locales de télévision, en travaillant de façon indépendante et avec leurs propres ressources, pendant que la Fondation négocie pour protéger le temps d'antenne régulier pour les programmes. La Fondation supervise et contrôle des équipes depuis six mois à la suite de la formation et les équipes s'échangent les vidéos qu'ils ont produites. Les résultats parmi les équipes de production ont varié. Un certain nombre d'équipes continuent à diffuser régulièrement sur la télévision locale, pendant que d'autres utilisent maintenant leurs compétences et équipements pour enregistrer les activités de leurs organisations.

En raison du succès de cette approche, la Fondation de Black Box a ouvert une école réussie d'un an pour les étudiants Roma qui veulent devenir des professionnels de télévision.

Le programme de Fondation Black Box a aidé à changer la façon dont les minorités sont perçues et traitées dans la région, en réduisant la discrimination et le préjugé. En Hongrie et en Roumanie les Roma sont souvent victimes de la ségrégation des populations majoritaires et leurs problèmes cachés. Ils n'ont pas d'accès aux mêmes ressources éducatives et aux autres ressources utilisées par la population générale. Le programme de formation de Black Box donne aux participants non seulement les compétences dont ils ont besoin pour raconter leurs propres histoires - comme Roma - elle aide aussi à diffuser ces histoires aux médias que les membres de la visionneront probablement. Cela aide à bâtir une culture dans laquelle la minorité et les populations majoritaires collaborent pour promouvoir des droits de l'homme pour tous.

Mettre au clair la torture : Création d'un réseau de professionnels pour mettre au clair la torture et soutenir les victimes.

Un groupe kényan met en ensemble des docteurs et des défenseurs afin d'exposer les violations des droits de l'homme commis par les autorités de police, et d'éveiller la conscience sur l'utilisation de torture.

La Cellule Médico-légale Indépendante (IMLU), une organisation non gouvernementale enregistrée, est un réseau de médecins et d'avocats qui fournissent des services aux victimes et à leurs familles. Ces services comprennent les autopsies indépendantes de

les citoyens puissent obtenir réparation des abus et exercer entièrement leurs droits de l'homme.

Beaucoup de personnes dans l'Ouganda rural sont complètement ignorantes de leurs droits constitutionnels et de ce qui peut être fait quand ces droits sont violés. Ils perçoivent aussi le système juridique comme étant inaccessible, puisqu'il se trouve en ville : ses coûts sont élevés et il utilise une langue et une conduite peu familières.

FHRI choisit des participants qui disposent des compétences dans le domaine du leadership et qui sont des personnages importants dans leurs communautés, tels que les enseignants, les chefs d'entreprises, les anciens de communauté ou les personnels médicaux. La formation est un programme d'études d'une semaine traitant des processus juridiques, des méthodes de discussion et des façons de créer des réseaux de communication. Il met aussi à la disposition des participants les compétences dont ils ont besoin pour contrôler, documenter et faire des rapports sur les abus de droits de l'homme. Certains volontaires tels que les femmes, les enfants, les personnes âgées ou d'autres deviennent responsables des groupes spécifiques dans la communauté.

Quand ils ont fini leur formation, ces volontaires para juridiques forment des centres qui s'occupent des problèmes adaptés à leurs communautés. Cela encourage des solutions alternatives – tels que le counseling, l'assistance, la médiation, le référé aux organisations existantes et des conseils sur la paperasserie – permettant aux gens d'éviter les défis et les coûts liés au système judiciaire formel.

FHRI a maintenant formé plus de 1,000 volontaires para légaux et a publié *le Manuel de Référence Para juridique* (disponible au FHRI).

Cette tactique accroît l'accès à la justice. Et, quand trop souvent la demande des droits de l'homme vient de l'extérieur d'une communauté, elle crée aussi des défenseurs locaux de ces droits. (Le Thongbai Thongpao la Fondation en Thaïlande apporte aussi l'éducation juridique aux zones rurales, mais il se concentre plus sur l'éducation des membres de la communauté qui peuvent exiger des services juridiques que sur la formation des chefs locaux pour fournir ces services. Voir page 145.) L'approche de FHRI pourrait être utilisée dans d'autres situations où le recours juridique n'est pas une option pour les gens et où les chefs de communauté sont disposés et capables de jouer ce rôle.

Le succès de cette tactique repose sur l'assurance que les chefs, identifiés de l'extérieur, ont la vraie autorité morale dans leurs communautés et l'utiliseront avec leurs nouvelles compétences de médiation. Aussi, la formation à court terme peut devoir être complétée avec un suivi et le soutien à long terme.

Ce type de tactique est-il nécessaire dans votre communauté ? Qui sont les chefs locaux qui pourraient être formés à réaliser une telle tactique ?

Aider les défenseurs des droits de l'homme à être plus efficaces : Utiliser un spécialiste d'information et des systèmes pour aider les défenseurs de droits de l'homme à travailler plus efficacement.

Les praticiens des droits de l'homme peuvent souvent bénéficier des tactiques fortifiantes institutionnelles qui fournissent de nouvelles compétences, une nouvelle technologie ou de nouveaux systèmes d'organisation.

Le Centre de Droits de l'homme de l'Université de Sarajevo se concentre à améliorer l'approche aux informations pour les défenseurs de droits de l'homme. Les membres du personnel ont construit un fort système informatique et un rôle central pour un spécialiste d'information. L'utilisation de ce système et des compétences du spécialiste a permis à d'autres personnels de mieux se concentrer plus de façon profitable sur leurs missions programmatiques essentielles.

La création d'une bibliothèque ou d'une unité de documentation dans les organisations de droits de l'homme peut aider le personnel à faciliter la circulation de l'information, diriger des documents confidentiels, écrire une chronique de l'histoire de l'organisation et améliorer des opérations quotidiennes. Les éléments clé de cette tactique incluent l'implication d'un bibliothécaire compétent ou d'un spécialiste en information, un espace physique organisé, une collection de matériel de base ainsi que des logiciels et d'autre technologie de l'information appropriée.

Les bibliothécaires de droits de l'homme ont des compétences particulières à mettre à la disposition d'une organisation de droits de l'homme, y compris la connaissance technologique et des informations et documentation sur les droits de l'homme. Le rôle du bibliothécaire est d'acquérir et évaluer le matériel par rapport à la mission de base de l'organisation, les l'arranger pour utilisation et dissémination efficaces dans l'organisation. Ce dernier rôle implique de travailler de près avec le personnel pour trier et prioriser les informations.

Il est important d'avoir laissez d'espace pour l'organisation du matériel et l'interaction du personnel. Au minimum, un centre de documentation comprend de l'espace pour les besoins du bureau du bibliothécaire, avec un ordinateur interconnecté et des étagères et rayons. La collection de base de livres et d'autres ressources dépend de la mission et de l'importance de l'organisation. En général, une organisation devrait essayer d'inclure les éléments essentiels de d'information à ses programmes présents et futurs.

Finalement, un centre de documentation efficace doit avoir un logiciel approprié (pour le catalogage, la classification, l'indexation, et cetera) et une connexion Internet pour permettre au bibliothécaire d'accéder librement aux informations d'approche.

Lisez-en plus dans un portable tactique disponible à www.newtactics.org, sous les Instruments pour l'Action.

Le travail des bibliothécaires au Centre de Droits de l'homme à Sarajevo se concentre sur les besoins d'information des défenseurs de droits de l'homme eux-mêmes, en leur permettant d'être plus efficace en se libérant et en épargnant de l'énergie. Le Centre est une assez grande organisation et est bien financé, mais presque tout le travail de droits de l'homme compte maintenant sur l'accès à une information complète et juste. Quand une organisation a les ressources nécessaires - même si c'est seulement un employé à mi-temps ou à un volontaire dévoué - un centre d'information pourrait aider à fournir cet accès. Cependant, les bibliothécaires et les spécialistes en information eux-mêmes, peuvent devoir employer la tactique de persuasion pour convaincre l'organisation et ses membres de l'importance du travail qui, de prime à bord semblent périphériques à la mission de base.

J'ai ramené la tactique du Centre des Droits de l'homme et je savais déjà que ce serait utile. J'y ai passé plusieurs heures avec l'aide d'un personnel administrative. La bibliothèque était dans un chaos et elle a passé trois mois pour bien la range – mettre sur pied la bibliothèque. C'était un grand travail et la personne a travaillé tout l'été. Ça m'aide beaucoup.

- Bea Bodrogi, NEKI, la Hongrie

“”

Diffusion des droits de l'homme :

Former les victimes des abus de droits de l'homme à utiliser la technologie vidéo pour exposer ces abus.

Les praticiens de droits de l'homme doivent souvent diffuser leur message à un plus large public. A l'ère de la technologie avancée, cela exige de plus en plus un accès à la vidéo et à la technologie de diffusion et les compétences à l'utiliser.

Basé en Hongrie et en Roumanie, la Black Box Foundation travaille pour améliorer des attitudes envers la minorité Roma en les formant dans la production des programmes de télévision pour les chaînes locales. La Fondation crée des équipes de production, les formes dans la production vidéo, protège le temps d'antenne et s'assure que les programmes sont échangés entre les équipes.

Depuis 1997, la Black Box Foundation a formé environ 150 Roma à douze endroits en Hongrie et en Roumanie à informer des téléspectateurs locaux des questions affectant leurs communautés. La Fondation sollicite des demandes et crée des équipes mixtes sur le plan ethnique. Les membres du personnel travaillent d'abord pour créer des rapports confiants avec et parmi les membres d'équipe, en discutant des points de vue individuels